Cahuzac : Hollande responsable et coupable couvert par toute la classe politique, par Jean Théron

écrit par Jean Theron | 8 avril 2013

Et tous de s'y mettre pour essayer de sauver François Hollande
Ce n'est pas un scoop, tout le monde sait que monsieur Jérôme Cahuzac, ministre du budget, particulièrement attaché à la lutte contre la fraude fiscale, a été mis en examen pour blanchiment de fraude fiscale, pour avoir soustrait des sommes importantes au fisc grâce à un compte en Suisse ouvert depuis 23 ans, transféré ensuite à Singapour pour le rendre encore plus indétectable, fraude qu'il a avouée publiquement.

Et le temple du monde médiatico-politique de raisonner d'une tempête de cris d'horreur, de pleurs, d'injures, de dénonciations vertueuses et d'invectives à l'encontre du traitre.

Mais la question qui se pose et qui est éludée dans ce tohu-bohu est celle-ci : « qui est responsable de ce que Jérôme Cahuzac, fraudeur récidiviste depuis 23 ans, était ministre »?
La réponse est claire: l'article 8, deuxième alinéa de la Constitution de 1958 ,stipule que « *Le Président de la*

République, sur la proposition du Premier ministre, nomme les autres membres du Gouvernement et met fin à leurs fonctions« .
Ainsi la responsabilité incombe à François Hollande qui l'a nommé.

Ce que l'on attend de celui qui choisit les ministres de son gouvernement c'est que, pour le moins, il s'assure de leur probité. A l'évidence il ne l'a pas fait, ou a préféré ignorer ce qu'il aurait pu apprendre. Il convient de rappeler que François Hollande a été le patron du PS de 1997 à 2008.
Quoi qu'il en soit il est responsable de cette aggression contre la République et contre la France, « un des pires scandales dans l'histoire moderne de la France » une énorme débacle en terme de crédibilité » peut-on lire dans les journaux à l'étranger Il doit à ce titre en tirer toutes les conséquences: démissionner.

Pour le moment le Président de la République n'a pas abordé cette question. On peut le comprendre. Pour lui comme pour l'ensemble du parti socialiste, il s'agit simplement de la faute d'un invidu.

EELV appelle à la cration d'un haut commissaire à la transparence et à la lutte contre les conflits d'intérêts. Pas touche à François Hollande, c'est normal.
Mais les autres?… Même chose! Jean Louis Borloo » ne veut pas du tout mettre le feu » et demande une commission d'enquête parlementaire. François Bayrou, qui trouve une bonne occasion de se montrer, nous assure que Hollande- Ayrault n'ont apporté aucune protection à leur ministre, et lance une pétition « pour une loi de moralisation de la vie publique ».
Jean françois Copé va un peu plus loin. Ils « ont été d'une manière ou d'une autre informés avant les autres » et donc « il n'y a qu'une solution possible »: un remaniement gouvernemental total, avant d'ajouter la demande d'une commission d'enquête parlementaire.
Pour Jean Luc Mélenchon, « idiot utile du capitalisme, du grand patronat et du MEDEF » selon Marion Maréchal Le Pen, »

il ne faut pas tirer sur l’ambulance » et Hollande devrait « convoquer une constituante ».

On le voit, tous se portent objectivement en protection de celui qui a été magistralement élu avec 48,62 % des votants et totalise un puissant 27% de cote de confiance. Jusqu’à Marine Le Pen qui nous déclare « Je ne vois pas d’autre solution que de démissionner le gouvernement et de dissoudre l’Assemblée nationale ».

Et celui qui reste? Allez! un petit effort.
Ce ne sera pas facile, mais avec la poussée du peuple ça finira par le faire.

Jean Théron, responsable PACA de Résistance républicaine